Démondialisons ! la Série - Épisode 4

Le 14-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

La mondialisation par la financiarisation

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 23 juin 2020

Nous avons vu dans l'épisode précédent que le libre-échange permet de s'approvisionner là où l'absence de démocratie, c'est-à-dire de souveraineté nationale, permet de surexploiter le peuple et donc de vendre à bas prix. Les capitalistes ont libéré progressivement les déplacements de capitaux afin de pouvoir investir directement dans des pays où les contraintes sociales, fiscales et écologiques sont moindres, en réorganisant la production mondiale. Les groupes multinationaux ont progressivement délocalisé leurs unités de production en Afrique du nord, dans les pays de l'Est et en Asie. Par le biais des marchés financiers, à l'importance désormais bien plus que décuplée grâce à la dérégulation financière mondiale, le capital mondial possède une arme stratégique d'une importance et d'une efficacité qui le renforce comme jamais auparavant.

Cette liberté de circulation des capitaux, accompagnée d'une dérégulation et d'outils informatiques puissants, a permis le développement de multiples instruments financiers, outils de spéculation sur les marchés mondialisés.

Grâce aux marchés boursiers, la propriété des grandes entreprises est devenue volatile sans véritable nationalité et leur gestion est dictée par des injonctions de rentabilité de leurs actions achetées en bourse et comparée à celle d'autres placements, « justifiant » licenciements et délocalisations. La finance ne supporte plus l'économie réelle, elle la détruit.

Par ailleurs, le dogme libéral selon lequel les États soumis à la pression des revendications populaires, sont trop dépensiers, a conduit, en particulier au sein de l'Union européenne, à les priver de la ressource de la création monétaire. La monnaie a été exclue du choix démocratique et est captée par la Banque Centrale européenne « indépendante » des États mais pas du capital !

La liberté de choix politique est désormais encadrée par les exigences du capital mondial : les Etats financent les déficits de leurs budgets en s'endettant sur le marché mondial des capitaux.

Le libre-échange et la mondialisation de la finance dépouillent ainsi les États, qui n'ont plus rien de démocratique, particulièrement les pays membres de l'Union européenne, les privant de toute indépendance donc de toute politique industrielle et sociale.

C'est la fin de la politique donc de la possibilité même des processus démocratiques.

Lors de la vente de la branche Energie d'Alstom à l'Américain Général Electrique (GE) en octobre 2014, Macron qui s'opposa à toute nationalisation de cet actif stratégique, déclarait : *« C'est l'actionnaire qui décide, nous ne sommes pas au Venezuela » (sic).*

Le libre-échange généralisé est le premier pilier stratégique de la mondialisation néolibérale imposant la dissolution des processus démocratiques nationaux. Le deuxième, complétant à merveille le premier, est la financiarisation des économies nationales. Ce processus est encore bien plus complexe que le précédent. Il s'agit néanmoins d'en comprendre les effets stratégiques et politiques plus que les subtilités techniques.

Réorganisation de la production à l'échelle mondiale et dérégulation des marchés financiers

D'abord, il est facile de comprendre que le libre-échange, afin de produire la pression qui est attendue, doit pouvoir se traduire par une grande réorganisation de la production à l'échelle mondiale. Si la production doit pouvoir se déplacer là où les facteurs de production sont les moins chers à productivité égale, il faut également que le capital puisse être au moins aussi mobile, afin que les capitalistes occidentaux qui ont parié sur ce moyen de pression ne perdent pas leurs moyens de spéculer dans ce processus.

Aucune entrave ne doit donc plus subsister aux mouvements des capitaux afin de pouvoir redistribuer la production mondiale là où il existe le moins de rapports de force défavorables au capital.

Les États qui ne se protègent pas sont désormais à la merci de la finance mondialisée

Mais l'intérêt de ce processus pour la stratégie néolibérale va bien plus loin que cette réorganisation de la production au niveau mondial. Par le biais des marchés financiers, à l'importance désormais bien plus que décuplée grâce à la dérégulation financière mondiale, le capital mondial possède une arme stratégique d'une importance et d'une efficacité qui le renforce comme jamais auparavant. Tous les États qui ne se protègent pas au niveau des mouvements financiers, sont désormais extrêmement vulnérables.

Étant donné que ce processus est maintenant bien engagé depuis quelques décennies, le volume et la volatilité des capitaux au niveau mondial a atteint des proportions jamais vues jusqu'alors. L'électronique et le numérique aidant, des sommes spéculatives de l'ordre d'un budget public national peuvent apparaître ou disparaître en une fraction de seconde. Là aussi, les dysfonctionnements économiques liés à ce processus sont proprement gigantesques. Les crises financières mondiales ont bien évidemment refait leur apparition, mettant à bas les économies réelles à chaque fois.

Comment les États pourraient-ils négocier avec une ligne informatique anonyme ?

Les avantages stratégiques, pour les classes dominantes, en valent la peine. Les possibilités de spéculation ont pris une dimension inédite. Mais surtout, les marchés financiers dérégulés, énormément agrandis, sont devenus la quintessence du fonctionnement profond du capitalisme, où l'argent semble faire magiquement de l'argent, où toutes les positions sont immédiatement réversibles, où seule fonctionne sans entrave une pure logique de marché. Ils représentent, face aux États, les exigences du capital mondial, sans que les États ne puissent rien négocier. Comment négocier avec une ligne informatique anonyme ?

Cette place forte, totalement en dehors des interventions étatiques pour les pays qui ont accepté la dérégulation, représente le syndic du capitalisme mondial, exigeant des pays toutes les réformes de structure qui avantagent au maximum les possibilités de spéculation sauvage. Si elles ne sont pas exécutées assez profondément ou rapidement, alors les capitaux se retirent massivement, déstabilisant budgets publics et économie productive. Le rapport de force, là aussi, radicalement dégagé de toute contrainte nationale, est incroyablement favorable au capital. De la même façon qu'un État pourrait se libérer du libre-échange, un État qui déciderait de supprimer la libre circulation des capitaux pourrait facilement se dégager de cette invraisemblable contrainte antidémocratique et viscéralement antinomique avec la politique au sens fort (impliquant que les sociétés choisissent leur cadre institutionnel et leurs contraintes propres).

Que font les organisations politiques ?

Mais, là non plus, ni la gauche, ni la droite, ni même le FN ne propose de mettre fin unilatéralement (comme la démocratie et le bon sens l'exigent) à cette incroyable libre circulation des capitaux, en conjonction avec le libre-échange généralisé, à cette mise sous tutelle des institutions par le capital mondialisé. Ces deux piliers sont donc étroitement corrélés, l'un soutenant l'autre, et les deux allant dans le même sens. Plus aucun rapport de force démocratique ne peut plus contraindre le capital à faire la moindre concession fondamentale.

C’est la fin de la politique et partant de la possibilité même des processus démocratiques, ce qui était, rappelons-nous, l’objectif fondamental du néolibéralisme en tant que stratégie du capital face à la menace démocratique des années d’après-guerre.

Le capitalisme est désormais presque dégagé des contraintes politiques et nationales

Ces deux piliers sont donc la source fondamentale des transformations institutionnelles qui ont fait passer le capitalisme d’une forme soumise à des pressions démocratiques, à une nouvelle forme presque totalement dégagée des contraintes politiques et nationales. C’est le secret de son pouvoir décuplé, ce pourquoi nous avons apparemment mystérieusement subi plus de trois décennies de reculs sociaux continus. Sans que plus un seul rapport de force ne puisse faire fléchir le capital. Sans ne plus pouvoir obtenir la moindre conquête sociale substantielle, subissant la déconstruction méthodique de tout ce que nous avions collectivement eu tant de mal à obtenir.

Tous les responsables syndicaux et politiques qui ne proposent pas une rupture radicale, immédiate, unilatérale, avec ces deux piliers fondamentaux du capitalisme néolibéral sont objectivement passés du côté du capital, contre le travail, et contre la démocratie. Ils doivent être combattus pied à pied et remplacés sans états d’âme.

Lire le 5e épisode : L’Union européenne, c’est le marché total.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire